



BRIEF - OCTOBRE 2022

LA RÉPONSE À LA CRISE ALIMENTAIRE RENFORCE L'INFLUENCE DES ENTREPRISES



FIAN
INTERNATIONAL

PUBLIÉ
FIAN International

PAR

AUTEURS :
Charlotte Dreger et LL.M. Rosa Angélica Castañeda Flores, FIAN International¹

ÉDITEUR :
Tom Sullivan

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à exprimer leur profonde gratitude et leurs remerciements les plus sincères à l'ensemble des organisations, des personnes et des peuples autochtones présents sur le terrain qui ont partagé leurs expériences relatives' aux luttes, leur douleur et leur espoir. Nous remercions tout particulièrement le Centre d'initiatives environnemental "Ecoaction en Ukraine"; nous sommes solidaires de vous tous. Nous tenons également à remercier Sofía Monsalve Suárez et Emily Mattheisen (FIAN International) pour la révision de ce briefing.

PHOTOS :
Licence Creative Commons. Page 4 Hanson Lusq ; page 8 FIAN Zambie ; page 9 FIAN Haïti ; page 13 Dennis Sylvester Hurd

OCTOBRE 2022



FIAN
INTERNATIONAL

¹ Charlotte Dreger est chargée de mission et travaille sur les systèmes alimentaires durables; Rosa Angélica Castañeda Flores est la coordinatrice du programme de suivi mondial chez FIAN International.

Table des matières

1. Introduction.....	5
2. Les réponses internationales à la crise alimentaire mondiale de 2022 : ancrage de règles injustes.....	6
3. Voix et histoires des peuples : Réponses nationales inadéquates et insuffisantes des gouvernements.....	10
4. Remarques finales	14
5. Demandes	16

"Les agriculteurs locaux dans le sud du pays font généralement partie de la résistance aux occupants, c'est quelque chose d'ancien pour l'Ukraine ... les agriculteurs, les paysans sont historiquement la résistance dans le pays. Ils sont responsables de la sécurité alimentaire de leur région et de la libération de leur peuple."

Mykhailo Amosov, Ecoaction



1. INTRODUCTION

La faim a augmenté dans le monde depuis le début de la guerre en Ukraine. La guerre n'a pas provoqué une nouvelle crise alimentaire mondiale, mais a exacerbé l'échec structurel des économies capitalistes dominantes dirigées par les entreprises et des systèmes alimentaires.² Cet échec se manifeste par des crises continues, multicouches et récurrentes³ telles que la crise actuelle, notamment la hausse des prix alimentaires durant les 15 dernières années. Ce phénomène est à l'origine de la dégradation de l'environnement, des impacts climatiques (les changements climatiques), les urgences de santé publique et l'augmentation constante des niveaux de pauvreté et d'inégalité.

Les principaux impacts de la guerre sont l'accélération de la hausse des prix des denrées alimentaires qui entrave considérablement l'accès à l'alimentation, l'augmentation des inégalités au sein des pays et entre eux, et la pression en faveur d'une stratégie mondiale de sécurité alimentaire basée sur le commerce mondial et l'agro-industrie qui discrimine encore davantage la production alimentaire à petite échelle et l'agroécologie.

En soutenant un système économique mondial défaillant, les gouvernements et les entreprises profitent de la crise pour ancrer davantage le pouvoir des entreprises dans les systèmes alimentaires grâce à plusieurs stratégies. Il s'agit notamment de promouvoir les œuvres de charité dirigées par les entreprises, qui sont souvent basées sur des dons de déchets alimentaires et de produits ultra-transformés et qui s'accompagnent d'une déréglementation des entreprises, d'incitations fiscales et d'autres incitations financières pour les entreprises alimentaires au nom de la sécurité alimentaire.

Une autre stratégie consiste à faire des dons monétaires aux entreprises, par exemple le don de 10 millions de dollars de Cargill au World Food Program USA pour soutenir la réponse du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies à la crise alimentaire mondiale. Les effets de la guerre en Ukraine ont également été utilisés pour consolider le commerce des matières premières à l'échelle mondiale. Avec la crise comme prétexte, des prêts géants ont été accordés aux entreprises agroalimentaires. Citons par exemple le prêt de 200 millions de dollars accordé par la Société financière internationale (SFI) à Olam Agri, la filiale agro-

² Veuillez consulter les rapports de suivi de FIAN sur l'impact de COVID-19 sur le RTFN d'avril et juin 2020 qui indiquent la demande d'un changement systémique.

³ Veuillez consulter les [Réponses internationales à la crise alimentaire : Assessment from a Right to Food Perspective](#), FIAN International, 2009.

[Fiche d'information de FIAN "Hungerkrise menschengemacht"](#) (uniquement disponible en allemand), FIAN Allemagne, 2012

industrielle de produits alimentaires, d'aliments pour animaux et de fibres du groupe Olam basé à Singapour afin d'assurer le flux de produits alimentaires clés des principaux pays exportateurs du Nord comme le Canada, l'Allemagne et les États-Unis vers les pays en développement et émergents. Cela contraste fortement avec le manque de soutien à la production alimentaire agroécologique à petite échelle.

Ce document d'information fait suite au rapport de FIAN International publié en mai dernier, intitulé Guerre en Ukraine : Recurring Food Crises Expose Systemic Fragility qui illustre la nature défectueuse de la réponse internationale à cette crise alimentaire croissante. Le rapport appelait les gouvernements et l'ONU à s'attaquer aux facteurs structurels qui alimentent la faim et la malnutrition, ainsi que la guerre, les conflits armés et la violence généralisée afin de prévenir les crises alimentaires mondiales récurrentes. Malheureusement, ces appels n'ont pas été entendus alors que des personnes et des communautés du monde entier se retrouvent dans des situations d'insécurité alimentaire, de pauvreté et de cycles de violence de plus en plus graves.

L'objectif de ce briefing est de présenter un éventail de voix et d'histoires de personnes - en particulier celles des petits producteurs alimentaires dans les pays les plus touchés - donnant leur évaluation des réponses gouvernementales à la crise. Le [People's Monitoring Toolkit for the Right to Food and Nutrition](#), développé par le Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition, a fourni la base méthodologique de ce briefing. FIAN a mené dix entretiens avec Ecoaction (Ukraine), [National Fisheries Solidarity](#) NAFSO (Sri Lanka), Sierra Leone Network on the Right to Food - SiLNoRF, YAC Nepal, ainsi qu'avec les entités nationales de FIAN au Népal, en Ouganda, en Zambie, en Haïti, en Colombie, au Brésil et en Equateur entre juillet et août 2022. En outre, le briefing est basé sur l'analyse par FIAN International des initiatives prises par les agences de l'ONU et les gouvernements au niveau mondial. Il s'appuie sur les interactions de FIAN au sein du système de l'ONU, ainsi que sur son expérience et son travail avec les organisations de personnes vivant en milieu rural, notamment celles des petits producteurs alimentaires et des peuples autochtones.

2. Les réponses internationales à la crise alimentaire mondiale de 2022: ancrer des règles injustes.

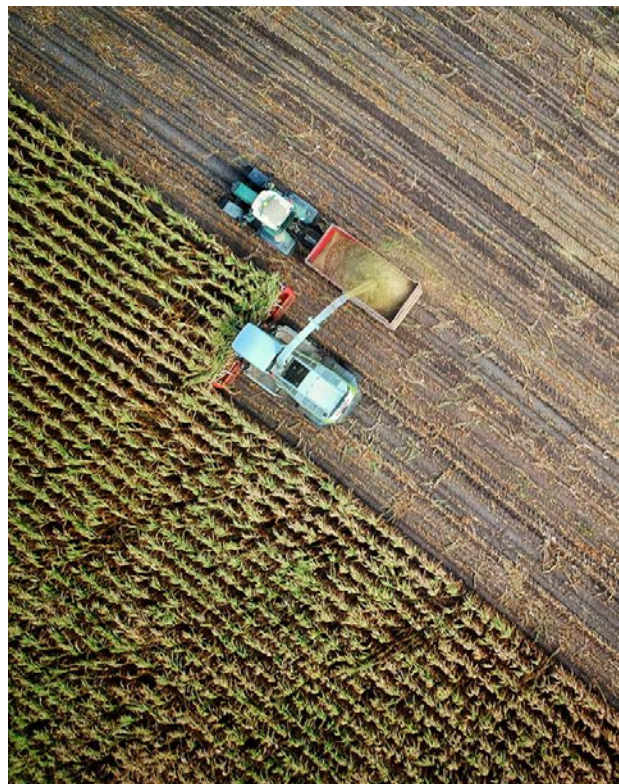
En réponse à l'augmentation des prix des denrées alimentaires accélérée par la guerre en Ukraine, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a continué à prendre des mesures pour répondre à la fois à l'urgence en Ukraine et à une réponse mondiale axée sur le maintien du commerce des produits alimentaires et des engrais. Le briefing de FIAN du mois de mai a mis en évidence cette tendance qui n'a guère favorisé l'agroécologie ou une transition vers l'abandon des intrants basés sur les combustibles fossiles.

La FAO s'associe de plus en plus au Fonds monétaire international (FMI), au Groupe de la Banque mondiale (GBM), au Programme alimentaire mondial (PAM) et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), comme en témoigne leur deuxième déclaration conjointe sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et de la nutrition⁴. Les principales recommandations de la déclaration sont de maintenir le commerce ouvert et d'accélérer la transformation des

⁴ <https://www.fao.org/newsroom/detail/second-joint-statement-by-the-heads-of-fao-imf-wbg-wfp-and-wto-on-the-global-food-security-and-nutrition-crisis/en>

systèmes alimentaires basée sur le marché par l'innovation, la transparence et les investissements. En outre, ces organisations félicitent l'initiative du Secrétaire général des Nations unies (SGNU) et de la Turquie concernant les céréales de la mer Noire qui facilite les exportations de céréales et d'engrais depuis l'Ukraine et la Russie. Cette initiative garantit des exportations agricoles commerciales, mais ne comprend pas de mécanisme permettant d'intervenir sur le marché des céréales, par exemple pour réorienter une partie importante de ces céréales vers les pays qui en ont le plus besoin. Au lieu de cela, entre le 1er août et le 27 septembre, [la grande majorité des navires \(182 sur 231\) sont allés vers l'UE et la Turquie. En revanche, des pays comme le Liban, Djibouti, le Soudan, le Yémen, la Somalie et l'Afghanistan n'ont reçu que dix navires.](#) Plusieurs cargaisons à destination de la Turquie sont susceptibles d'être réexportées vers d'autres pays, bien que l'on manque de données claires à ce sujet.

Le Groupe de réponse à la crise mondiale (GCRG) sur l'alimentation, l'énergie et la finance est une nouvelle initiative majeure mise en place par le Secrétaire général des Nations unies. Il s'agit d'un espace multipartite de haut niveau permettant d'échanger des informations sur la crise et a publié trois notes d'information contenant des recommandations politiques. Cependant, le GCRG n'est pas un espace intergouvernemental permettant de discuter et de changer les règles et les politiques et, par conséquent, il ne peut pas avoir un impact tangible sur le changement des causes profondes de la crise. Le soutien à l'Initiative des céréales de la mer Noire a été la principale activité alimentaire du groupe à ce jour.



En outre, la présidence du Groupe des Sept (G7) et le GBM ont conjointement lancé une [Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire \(GAFS\)](#) lors d'une réunion des ministres du développement du G7 le 19 mai 2022, et ont tenu une [conférence au niveau ministériel intitulée "S'unir pour la sécurité alimentaire mondiale"](#) à Berlin le 24 juin. Le GAFS, en tant qu'initiative du G7, manque intrinsèquement de légitimité mondiale, car il est peu probable que les pays moins puissants s'opposent à leurs initiatives. En outre, cette [initiative prévoit un rôle inexistant ou marginal pour le Comité de la sécurité alimentaire mondiale \(CSA\)](#), ce qui risque de saper les organes multilatéraux légitimes des Nations unies.

En revanche, les États-Unis ont convoqué une réunion ministérielle sur la sécurité alimentaire mondiale au siège des Nations Unies en mai 2022, où ils ont publié une feuille de route intitulée Sécurité alimentaire mondiale - Appel à l'action à l'appui du GCRG, du GAFS et du Sommet des

Nations Unies sur les systèmes alimentaires, que 102 pays ont approuvée. Lors du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire du 20 septembre 2022, les dirigeants des gouvernements de l'Espagne et des États-Unis d'Amérique, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de la Colombie, de l'Allemagne, de l'Indonésie et du Nigeria ont renouvelé leur soutien à la feuille de route et à l'action urgente dans une [déclaration](#) finale appelant à une augmentation de l'aide humanitaire à des marchés ouverts et transparents, à une production accrue d'engrais, tout en appelant à une transformation durable des systèmes agricoles et alimentaires.

Dans le même temps, la Chine, qui tire la [demande mondiale de céréales](#), a présenté une [Initiative mondiale pour le développement](#) (IMD) lors d'un événement intersectoriel de haut niveau du CSA sur la crise alimentaire, le 18 juillet 2022 à New York, visant à soutenir les pays en développement et les petits producteurs alimentaires. La Chine avait précédemment lancé cette initiative en 2021 en réponse à la pandémie et aux progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'Agence chinoise de coopération internationale au développement (CIDCA) est l'institution de développement de l'initiative et compte sur le soutien de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI). Les [engagements pris par la Chine](#) lors du dialogue de haut niveau sur le développement mondial au sommet des BRICS le 24 juin 2022 s'inscrivent dans le cadre de l'IDG et incluent une coopération Sud-Sud accrue. Cependant, l'IDG ne dispose pas d'un mécanisme permettant une participation significative des personnes les plus touchées par la faim. Bien que l'initiative appelle au multilatéralisme, à la collaboration et au consensus, il s'agit d'une autre initiative créant des structures parallèles en dehors des processus décisionnels du CSA.



La crise alimentaire a également été débattue lors de la **conférence ministérielle de l'OMC** à Genève en juin 2022. Toutefois, des questions de longue date telles que le droit des pays en développement à constituer des réserves alimentaires publiques par le biais de marchés publics et les prix de soutien rémunérateurs ont été une nouvelle fois reportées à la prochaine réunion.

En résumé, il n'existe actuellement aucune réponse à la crise de la faim qui soit multilatérale, fondée sur les droits de l'homme et coordonnée au niveau mondial, et qui donne la priorité aux voix des pays et des peuples les plus touchés. Au lieu de cela, les initiatives décrites ci-dessus se chevauchent et se disputent la visibilité et les ressources. Cela entrave les actions coordonnées dont nous avons besoin de toute urgence pour répondre à la crise et éviter de futures crises alimentaires. Cette réponse fragmentée est d'autant plus inquiétante qu'il existe un organisme multilatéral des Nations unies ayant pour mandat de coordonner et de donner

des réponses politiques et de prévoir la participation officielle des groupes les plus touchés: le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA).

Aucune de ces initiatives ne s'aligne sur le CSA. Les gouvernements et les entreprises puissants se servent de la crise alimentaire mondiale pour miner davantage la gouvernance alimentaire mondiale et renforcer [multipartenariat](#).⁵

Il est clair que les gouvernements ayant le plus de pouvoir économique, en particulier ceux des pays agro-exportateurs, prennent des mesures partielles et utilisent les espaces politiques qu'ils contrôlent, tels que le G7, le GDI, les institutions de Bretton Woods et l'OMC, pour imposer des réponses qui leur profitent et accroissent encore les inégalités au sein des pays et entre eux. Au lieu d'aborder les réformes structurelles de l'économie mondiale, ils introduisent des initiatives fragmentaires et inefficaces parce qu'ils ne veulent pas s'attaquer aux causes profondes d'un système défaillant qui sert leurs intérêts. Cela devient évident lorsque les différentes initiatives ne proposent aucun changement politique ou normatif visant à s'attaquer aux moteurs structurels de la crise alimentaire mondiale actuelle - notamment en ce qui concerne la dérégulation du commerce et des marchés financiers, la spéculation sur les matières premières agricoles, l'injustice fiscale, l'injustice de la dette et la destruction écologique.

Au lieu de cela, les agences de l'ONU basées à Rome⁶, le GCRG, le GDI, le G7 et les institutions financières envisagent la crise alimentaire mondiale actuelle presque exclusivement du point de vue du marché et de la production, ce qui renforce les systèmes économiques et alimentaires mondiaux dominants, ainsi que les échecs structurels qui créent et perpétuent la pauvreté, la faim et les inégalités.

Ils s'attachent à résoudre le problème de la sécurité alimentaire en maintenant l'ouverture du commerce sans s'attaquer au problème des règles commerciales injustes, des inégalités d'accès par les prix, ou des restrictions des budgets publics dues à l'endettement. Ils ignorent le fait que la dépendance aux importations alimentaires est synonyme de vulnérabilité, en particulier pour les pays et les populations pauvres. Les "solutions" qu'ils proposent, comme la facilitation des exportations de céréales de l'Ukraine n'abordent pas le problème de l'accès à l'alimentation et de la hausse des prix des denrées alimentaires, mais se concentrent



⁵ Pour plus d'informations sur le multistakeholderisme, veuillez consulter [The Great Takeover: Mapping of Multistakeholderism in Global Governance](#), People's Working Group on Multistakeholderism, 2021.

⁶ Les trois agences des Nations unies basées à Rome sont l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM).

plutôt sur l'augmentation de la production alimentaire industrielle à grande échelle et sur le maintien d'une stratégie de sécurité alimentaire fondée sur une dépendance excessive à l'égard du commerce mondial, des cultures de produits de base et des monocultures.

En outre, il n'est pas fait mention de la nécessité de réglementer la participation des entreprises, d'identifier les conflits d'intérêts ou de les tenir pour responsables dans les réponses aux crises. Dans les espaces multipartites ad hoc comme le chantier alimentaire du GCRG, les groupes d'intérêt, tels que le Global Food Banking Network, et d'autres initiatives soutenues par des entreprises peuvent facilement participer sans restrictions quant à leurs conflits d'intérêts. Les solutions à long terme aux crises auxquelles le monde est confronté ne peuvent être trouvées dans de telles conditions de pouvoir et de contrôle non réglementés des acteurs dominants des systèmes alimentaires et des gouvernements riches.

3. Voix et histoires des peuples: Réponses nationales inadéquates et insuffisantes des gouvernements

Sauf indication contraire, les onze entretiens que FIAN International a menés avec des partenaires et des membres du GNRTFN constituent la base de cette section. Les personnes interrogées ont abordé les questions selon deux axes: les réponses de leur gouvernement national à la dernière crise alimentaire et leur évaluation des réponses et des facteurs empêchant de meilleures réponses.

En ce qui concerne la hausse des prix des denrées alimentaires, des carburants et des intrants agricoles, peu de gouvernements prennent des mesures pour réguler les prix. Les seules mesures signalées consistent en des subventions aux intrants agricoles pour les petits producteurs au Népal et en une baisse des prix du carburant au Brésil dans le cadre de la campagne électorale présidentielle.

Lorsque des interventions existent, elles se concentrent principalement sur la sécurité sociale et les programmes d'urgence alimentaire. Il s'agit notamment de transferts en espèces ou de distribution de nourriture aux groupes marginalisés au Népal, en Zambie, en Sierra Leone et au Sri Lanka, et d'intrants agricoles en Zambie.

Cependant, ces actions ne sont souvent pas ciblées sur les groupes extrêmement marginalisés et ne répondent donc pas à leurs besoins, comme c'est le cas en **Sierra Leone** et en **Haïti**. En outre, il arrive souvent que les programmes d'aide soient directement menés par des entreprises ou qu'ils bénéficient à des entreprises. Par exemple, au **Sri Lanka**, les colis de secours sont distribués par la société de microfinance LOLC qui est dirigée par un milliardaire, et l'approvisionnement en semences pour le jardinage domestique est effectué par des entreprises sans contrôle du gouvernement, ce qui entraîne la distribution de semences de mauvaise qualité tandis que les entreprises engrangent les bénéficiaires. Le gouvernement **équatorien** poursuit également une stratégie de charité menée par les entreprises, en redirigeant les denrées alimentaires des entreprises proches de l'expiration vers des fondations ou des groupes dans le besoin. En **Ouganda**, l'aide alimentaire est achetée à des fournisseurs agricoles commerciaux plutôt qu'à des petits producteurs.

En outre, il arrive souvent que l'aide alimentaire ne soit pas culturellement adaptée, comme les dons de produits comestibles ultra-transformés à des communautés indigènes en Équateur, ou un don de dettes d'Arabie saoudite à l'Ouganda. De même, l'aide alimentaire distribuée par le PAM en Ukraine n'est pas d'une grande qualité nutritionnelle. Par conséquent, les gens comptent sur le partage de nourriture ou la solidarité des jardins familiaux pour avoir une alimentation saine. Les gouvernements étrangers aident aussi directement les communautés en leur fournissant de la nourriture et de l'eau, mais cette aide n'est pas systématique car il n'existe pas de système de coordination national pour ce type d'aide.

Le gouvernement ukrainien ne fournit pas de programmes de sécurité sociale mais propose plutôt des prêts bon marché. En outre, les agriculteurs locaux sont obligés de cultiver et de vendre leurs produits à bas prix en Russie et en Crimée occupée, ainsi qu'aux troupes d'occupation, car il n'y a pas d'autres marchés disponibles. Les agriculteurs veulent absolument conserver leurs terres et sont donc prêts à conclure des accords avec les forces d'occupation. Haïti est confronté à une crise humanitaire et le gouvernement n'a pas encore pris de mesures pour aider ceux qui ne peuvent pas acheter de nourriture. Il y a également un manque de communication entre le gouvernement et la population, ce qui fait que les gens ne sont pas informés des actions des politiques publiques. Au Brésil, le président a lancé un programme de soutien pendant la pandémie, intitulé "Aide au Brésil" ("Auxilio Brasil"), qui a malheureusement remplacé le programme existant, efficace et fondé sur les droits, "Bourse aux familles" ("Bolsa familia"), et il n'y a eu aucune garantie quant à sa durée et à son budget.

Les entretiens montrent clairement que l'aide alimentaire est insuffisante et inappropriée, mais surtout que les réponses des gouvernements sont largement inadéquates car elles ne portent que sur des solutions à court terme pour régler le problème de l'urgence immédiate.

Dans aucun de ces pays, le gouvernement ne prend de mesures à long terme pour transformer le système alimentaire en faveur d'une production alimentaire agroécologique à plus petite échelle et en s'éloignant des intrants à base de combustibles fossiles. Au contraire, en Ukraine, au Sri Lanka, en Équateur, au Brésil, au Népal et en Sierra Leone, la crise est délibérément utilisée pour favoriser l'agriculture industrielle et pour maintenir les systèmes alimentaires et économiques mondiaux qui ont créé la crise. Parmi les exemples, on peut citer l'assouplissement des restrictions sur les importations d'engrais



chimiques au Sri Lanka, les entraves à l'accès à la terre au Brésil et en Ukraine, l'invisibilisation et la désincitation de l'agriculture familiale au Brésil et en Équateur et l'absence de soutien à la production alimentaire nationale au Népal. Dans les discussions au sein du Conseil national pour le redressement de l'Ukraine après la guerre, la position du gouvernement est de mettre de côté les préoccupations environnementales pour donner la priorité à la production agricole intensive et industrielle.

Cependant, les informations recueillies lors des entretiens montrent clairement que l'absence de réponses adéquates de la part des gouvernements ne relève pas uniquement de leur responsabilité. Il existe des facteurs structurels qui empêchent une meilleure réponse des gouvernements. Parmi ceux-ci figurent les **règles commerciales** existantes qui favorisent les actions orientées vers l'exportation, comme les accords de libre-échange (ALE) en Équateur ou les restrictions sur les mesures à prendre contre l'inflation des prix en raison des accords avec le Fonds monétaire international (FMI). Le **commerce mondial et la consolidation des marchés et de la production** ont créé des faiblesses dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale et ont provoqué un manque de production diversifiée dans les pays, une dépendance et un manque de fournisseurs et de sources diversifiées.

Dans plusieurs pays, la dette extérieure et intérieure entrave également la capacité de réaction des États: Les Ukrainiens demandent une annulation urgente de la dette, car le service de la dette n'est possible que si le gouvernement refuse à sa population la satisfaction de ses besoins les plus urgents. La dette extérieure de l'Ukraine s'élève à 125 milliards de dollars US et les dépenses liées au service de la dette pour 2022 devraient être de l'ordre de 6,2 milliards de dollars US, soit environ 12 % de l'ensemble des dépenses budgétaires de l'État⁷.

Au **Sri Lanka**, la dette a joué un rôle fondamental dans la mise en place des conditions de la crise actuelle depuis son indépendance, car le Fonds monétaire international (FMI) a longtemps armé la dette croissante du Sri Lanka pour imposer des politiques néolibérales. En 2019, le Sri Lanka avait contracté 16 prêts auprès du FMI, tous conditionnés à une certaine forme de restructuration économique qui a lourdement affecté les systèmes alimentaires, notamment par l'imposition de la révolution verte dans les années 1960 et 1970⁸. Depuis des décennies, il existe un déficit chronique

entre les dépenses d'importation et les recettes d'exportation. Ce déficit a été financé par des emprunts à l'étranger⁹, ce qui a exercé une pression énorme sur les réserves de change en raison de la baisse des exportations et du tourisme pendant la pandémie de COVID-19. La mauvaise gestion du gouvernement a encore aggravé la situation¹⁰.



⁷ <https://www.openpetition.eu/petition/online/people-around-the-world-demand-imf-to-cancel-ukraines-unjust-debt>

⁸ <https://agrowingculture.substack.com/p/going-organic>

⁹ <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63525>

¹⁰ <https://agrowingculture.substack.com/p/going-organic>

Au **Brésil**, les droits humains sont profondément impactés par la dette publique fédérale, affectant la politique fiscale et le budget public. Par exemple, les mesures d'austérité introduites en 2016, ont gelé les dépenses pour les politiques sociales pendant 20 ans. En 2021, plus de 50 % du budget public était alloué au paiement de la dette, tandis que moins de 9 % du budget était affecté à la santé et à l'aide sociale. Cela a entraîné le démantèlement des politiques sociales qui avaient été reconnues dans le monde entier pour avoir fait sortir le Brésil de la carte de la faim en 2014, notamment les politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'approvisionnement, de soutien à la réforme agraire et les programmes d'agriculture familiale. Par exemple, le programme budgétaire de sécurité alimentaire et nutritionnelle a été réduit de 97% entre 2014 et 2021, passant de 5,2 milliards à 148,5 millions de reais. Ces mesures ont considérablement affecté les femmes noires, les agriculteurs familiaux et d'autres groupes déjà en situation de vulnérabilité. Cependant, il est essentiel de souligner que le Brésil dispose d'un cadre réglementaire clair qui permettrait au gouvernement de faire face à la crise. La dette publique est intérieure, le pays ne dépend donc pas du FMI. La politique d'austérité nationale limite la réponse en raison de la position politique néolibérale et autoritaire du gouvernement.

Un autre facteur qui empêche une réponse efficace à la crise est la corruption et l'ingérence des entreprises. Au Sri Lanka et en Équateur, la corruption, la cooptation de l'État par les sociétés transnationales et les relations de pouvoir qui imprègnent toutes les institutions publiques conduisent à des actions dans l'intérêt de l'élite politique et non du peuple. En conséquence, les grandes entreprises bénéficient de programmes gouvernementaux tels que le programme d'approvisionnement en semences au Sri Lanka, et une approche pro-entreprises empêche de comprendre la valeur de la production alimentaire à petite échelle en Équateur. Le gouvernement d'Haïti semble incapable ou peu désireux de s'attaquer à la crise. En Ouganda, le gouvernement donne la priorité à l'exploitation des ressources locales par le biais de l'exploitation minière et des plantations destinées à l'exportation, au profit des grandes entreprises plutôt que des populations locales.

Comme cela a été rapporté au Brésil et en Équateur, les entreprises de distribution alimentaire profitent de la crise pour faire don de leurs produits comestibles ultra-transformés et de leurs déchets alimentaires, y compris les aliments sur le point d'expirer, grâce à des programmes gouvernementaux de lutte contre la crise. Ces entreprises se positionnent comme les héros de



la crise. En réalité, elles en tirent de grands bénéfices car elles créent une dépendance à leurs produits et au gaspillage alimentaire - sans s'occuper des droits de l'homme et des pratiques de travail dans leurs chaînes d'approvisionnement, des effets de la malbouffe sur la santé, de l'impact de la surproduction et du surstockage, ou d'autres pratiques problématiques. Ces actions privées, menées par les entreprises, sont souvent encouragées et soutenues par les gouvernements et les autorités publiques, remplaçant ainsi les actions publiques indispensables pour lutter contre le gaspillage alimentaire et l'insécurité alimentaire comme deux problèmes distincts et séparés. Alors que des lois sont adoptées pour déréglementer les dons alimentaires, comme un [nouveau projet de loi au Brésil](#) qui réduit la responsabilité de ceux qui font des dons, les entreprises ne sont pas non plus tenues responsables des effets potentiels sur la santé de la malbouffe ou des aliments périmés. De plus, les aliments donnés ne sont souvent pas culturellement appropriés et, surtout, leur acquisition ne repose pas sur des alliances avec l'agriculture à petite échelle ou paysanne, ce qui serait un moyen important de soutenir les économies locales en temps de crise et d'œuvrer à une transformation globale des systèmes alimentaires. Au lieu de cela, ces réponses ad hoc créent souvent des institutions permanentes de crise, entraînant une dépendance à long terme à l'aide plutôt que les réformes nécessaires et l'élargissement des programmes de soutien public.

Le changement climatique et l'écodestruction constituent un autre facteur structurel, comme les phénomènes météorologiques extrêmes et la perte de biodiversité, qui affectent lourdement la production alimentaire, par exemple au **Népal** et au **Sri Lanka**.

Les personnes interrogées ont conclu que les réponses des gouvernements nationaux à la crise sont insuffisantes et inadéquates. Les réponses au niveau national sont limitées en partie en raison des échecs des réponses au niveau international, qui correspondent à des inégalités structurelles de longue date ancrées dans notre système économique mondial et ses régimes de commerce, de finance et d'investissement qui ont causé la faim déjà bien avant la guerre.

Cela indique que la crise actuelle nécessite une réponse à plusieurs niveaux dans les régimes internationaux de commerce, de finance et d'investissement du système économique mondial pour s'attaquer aux facteurs structurels sous-jacents.

4. Remarques finales

Les crises alimentaires mondiales récurrentes illustrent clairement la nécessité d'une transformation profonde, fondée sur les droits de l'homme, des systèmes alimentaires qui ne soient plus dépendants du commerce mondial et des intrants issus des combustibles fossiles, mais plutôt de systèmes alimentaires agroécologiques et localisés afin de garantir une résilience à long terme et de surmonter les inégalités structurelles.

Les crises alimentaires mondiales récurrentes montrent également que les pays doivent agir de toute urgence pour mettre fin aux souffrances causées par le manque d'accès à la nourriture. Ils ne peuvent pas résoudre les problèmes seuls car les inégalités structurelles de notre système économique mondial empêchent les gouvernements de prendre des mesures appropriées et significatives. C'est pourquoi il est nécessaire de coordonner les politiques mondiales au sein d'un mécanisme de gouvernance multilatérale inclusif et démocratique afin de traiter les questions liées à l'élaboration de règles mondiales telles que le commerce et la dette. Par exemple, pour éviter les flambées des prix alimentaires et garantir la disponibilité de budgets publics suffisants, il est urgent de réguler les marchés et d'annuler la dette.

Cette coordination politique mondiale doit tenir compte des inégalités entre les pays et donner la priorité à la voix des pays et des personnes les plus touchées au lieu de se faire dans des espaces multipartites non démocratiques dominés par les acteurs les plus puissants, comme c'est le cas actuellement. Le CSA joue un rôle clé à cet égard, car il s'agit de la principale plateforme intergouvernementale et internationale inclusive pour la sécurité alimentaire et la nutrition et la réalisation progressive du droit à l'alimentation dans laquelle les différents aspects de la crise alimentaire multidimensionnelle peuvent être compris et traités dans une perspective de droits de l'homme, [comme le demande le mécanisme de la société civile et des peuples](#) autochtones.



5. Demandes

1. **Mettre fin à l'invasion militaire et aux hostilités** en Ukraine et dans tous les pays touchés par des conflits, afin d'éviter que les populations civiles ne subissent de nouveaux préjudices, et rechercher des **solutions aux conflits qui s'attaquent aux facteurs structurels alimentant la faim et la malnutrition**, ainsi que la guerre, les conflits armés et la violence généralisée.
2. **Prendre des mesures urgentes pour répondre à l'urgence alimentaire par le biais de politiques sociales qui donnent la priorité aux groupes et aux pays les plus marginalisés.** Pour avoir un sens, toute intervention d'urgence doit s'inscrire dans le cadre d'une transformation à long terme des systèmes alimentaires fondée sur les droits de l'homme qui est indispensable. Par conséquent, les gouvernements devraient:
 - **Soutenir les réponses des personnes existantes à l'urgence par le bas.**
 - **Veiller à ce que l'aide alimentaire, lorsqu'elle est nécessaire, soit suffisante et opportune, culturellement appropriée, libre de toute interférence des entreprises, en soutien au système alimentaire local et bien coordonnée avec les organisations de la société civile.**
3. **Soutenir la production et la consommation agro-écologique locale d'aliments au lieu de la production industrielle d'aliments et de la dépendance aux importations.** Par conséquent, les gouvernements devraient:
 - **Garantir les droits à la terre, à l'eau et aux semences, et garantir l'accès aux ressources financières (c'est-à-dire aux crédits).**
 - **Soutenir les intrants, les infrastructures, l'information et les possibilités de commercialisation de l'agriculture et de la pêche paysannes.**
 - **Respecter les obligations extraterritoriales de l'État, par exemple en n'exportant pas de pesticides interdits dans le pays.**
4. **Stabiliser la volatilité des prix alimentaires et inverser la vulnérabilité due à la dépendance aux importations.** Par conséquent, les gouvernements devraient:
 - **Créer de toute urgence des réserves alimentaires publiques** aux niveaux local, national et régional, en donnant la priorité aux aliments provenant de petits producteurs agro-écologiques.

- Réglementer les prix des biens essentiels ainsi que les marchés et [freiner la spéculation financière](#)
 - Transformer les règles commerciales pour qu'elles servent les personnes et la planète, et non les entreprises, en mettant fin aux accords de libre-échange et en démantelant les accords de l'OMC.
 - Réduire et éliminer la dette extérieure¹¹.
5. **Prendre des mesures urgentes pour** faire face à l'intersection cruciale de l'urgence climatique et de l'écoconstruction et du système alimentaire industriel qui en est l'un des principaux moteurs. Par conséquent, les gouvernements devraient:
- Intégrer la répartition juste et équitable des terres et des territoires dans les politiques publiques de lutte contre le changement climatique et la perte de biodiversité afin de promouvoir les petits producteurs alimentaires dans leur rôle de " gardiens des écosystèmes " qui repose sur leurs pratiques de gestion durable des terres et des forêts (comme l'agroforesterie et l'agroécologie).
 - Mettre en œuvre des politiques publiques appropriées pour remédier à la grande vulnérabilité climatique, environnementale, économique, alimentaire et nutritionnelle des petits producteurs alimentaires et des autres communautés marginalisées.
6. **Assurer le développement et la mise en œuvre de politiques appropriées, basées sur les droits de l'homme, pour les systèmes alimentaires à tous les niveaux.** Par conséquent, les gouvernements devraient:
- Garantir la participation significative des détenteurs de droits aux processus décisionnels à tous les niveaux.
 - Garantir une réglementation efficace pour mettre en œuvre les politiques existantes fondées sur les droits de l'homme
 - Contrôler l'ingérence des entreprises dans les droits et les processus démocratiques
 - Soutenir le processus d'élaboration du traité contraignant sur les sociétés transnationales et les droits de l'homme devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies, en tant qu'instrument clé pour réglementer et responsabiliser les sociétés , concevoir et mettre en œuvre des politiques nationales en conséquence.
 - Prendre des mesures multilatérales coordonnées pour faire face aux crises alimentaires systémiques mondiales au sein du CSA.

¹¹ Voir le document de synthèse de la CSIPM [Voices from the ground 2 : transformative solutions to the global systemic food crises d'octobre 2022](https://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2022/09/layout-CSIPM-summary-EN.pdf) <https://www.csm4cfs.org/wp-content/uploads/2022/09/layout-CSIPM-summary-EN.pdf>

Visitez notre site web à l'adresse www.fian.org

**REJOIGNEZ LA CONVERSATION SUR
FACEBOOK, INSTAGRAM ET TWITTER**